

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0287

Relative au partenariat avec le comité de rugby pour l'accueil du pôle au Centre Abdallah Mamy pour la rentrée 2023-2024

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI,
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN,
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH,
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU,
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération N°DL-AP2021-0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération N°DL-AP2021-0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil Départemental données à sa commission permanente ;

- Vu** la délibération n°DL_AP2023_0040 du 13 avril 2023 relative au budget primitif 2023 du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le rapport n°2023-01972 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Sports, Culture et Jeunesse en date du 13 décembre 2023 ;

Considérant que les propositions du document stratégique annexé au présent rapport contribuent à l'essor du développement à Mayotte du sport et des équipements.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

- Article 1 :** de valider la convention de partenariat annuel avec le Comité Territorial de Rugby (CTR) pour la création d'un Pôle Excellence Sportive et l'accueil des jeunes du pôle au Centre d'Hébergement Abdallah Mamy pour l'année scolaire 2023-2024 ;
- Article 2 :** de mettre à la disposition du Pôle Excellence Sportive (Rugby) le terrain synthétique grand jeux et le gymnase de Cavani pendant les entraînements obligatoires hebdomadaires dans le cadre des plannings établis par la direction de la jeunesse et des sports ;
- Article 3 :** de mettre à disposition du Comité territorial de rugby, le Centre d'hébergement Abdallah Mamy pour un quota de 7 lits pour les sportifs. Cette mise à disposition comprendra une salle commune de formation, une salle commune réservée à l'infirmerie, une salle commune d'études et l'espace réservé à leur restauration ;
- Article 4 :** de faire bénéficier au pôle rugby des services du personnel existant et nécessaire au fonctionnement de la structure, en particulier le maître d'internat et les surveillants ainsi que des agents chargés de l'entretien ;
- Article 5 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions et tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 6 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au Représentant de L'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI





CONVENTION RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET LE COMITE DE RUGBY POUR L'ACCUEIL DU POLE AU CENTRE ABDALLAH MAMY POUR LA RENTREE 2023-2024

Entre le Département de Mayotte dont le siège social est situé Hôtel du Département 112 Boulevard Halidi Selemani BP 101 97645 Mamoudzou Cedex,
Représenté par Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021, et désignée sous le terme « l'administration », d'une part,

Et

Le Comité territorial de Rugby de Mayotte, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 55, Espace Canopia Haut-vallons BP 774 97600 Mamoudzou, n° W9T1000357 représentée par monsieur Eric LANDMANN, son président, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part.

Ayant pour objet le développement des activités sportives.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Département de Mayotte entend favoriser et développer la pratique sportive autour des priorités développées dans le schéma de développement du sport et des équipements à savoir :

- Compléter et améliorer l'offre d'équipements sportifs pour rattraper le retard et améliorer l'offre existante également au niveau de l'entretien des structures ;
- Favoriser la pratique de l'activité physique pour tous et du sport santé. Utiliser le sport à des fins pédagogiques et éducatives, favoriser l'inclusion des publics en situations de handicaps et l'égalité hommes femmes ;
- Promouvoir la formation des jeunes et le développement du sport de haut niveau sur le territoire ;
- Faire des activités de pleine nature un levier de valorisation et de développement du territoire ;
- Structurer le modèle de gouvernance des équipements sportifs autour des propriétaires, gestionnaire et utilisateurs.

Dans le cadre d'une démarche de partenariat avec les associations sportives, le Département souhaite accompagner la réalisation de projets de développement du sport caractérisé par le partage d'objectifs communs avec l'association.

Considérant le projet initié et conçu par l'Association portant un programme de qualité conforme à son objet statutaire.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'association participe de cette politique.

Rappel des principaux textes auxquels se réfère la présente convention

Article. L.1111-4 CGCT « les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier ».

Loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations, une convention doit venir formaliser les objectifs poursuivis dans le cadre de ce partenariat ainsi que les principales modalités de leur mise en œuvre.

C'est en tenant compte de ces dispositions, que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit :

CONVENTION**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre le Département de Mayotte et l'association. Elle définit les activités d'intérêt général que l'association s'engage à mettre en œuvre, conformément à son objet statutaire, afin de bénéficier du soutien du département.

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe I à la présente convention.

L'Administration contribue à ce projet d'intérêt général, conformément au Règlement, cadre de :

- la délibération n°DL_AP2023_.... du relative au schéma départemental des sports et des équipements sportifs ;
- la délibération n°DL_AP2023_.... du relative au partenariat avec le comité de rugby pour l'accueil du pôle au Centre Abdallah Mamy pour la rentrée 2023-2024.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prendra effet à compter de sa notification et expirera le samedi 6 juillet 2024.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

Le département apporte son soutien à l'association pour l'accomplissement des objectifs suivants :

ARTICLE 3.1 : Développer une politique sportive

- ❖ Sport pour tous
 - ☐ Rendre accessible la découverte de l'activité (qualité d'accueil, coûts réduits, encadrement qualifié),
 - ☐ Intégrer tous les publics et notamment les PMR, les publics en difficulté et encourager la pratique féminine,
 - ☐ Favoriser le sport santé,
 - ☐ Développer les interventions en milieu scolaire, école de sport ouverte à tous.
- ❖ Sport de haut niveau
 - ☐ **Développer les écoles de sports,**
 - ☐ Améliorer le niveau de compétition,
 - ☐ Former les encadrants,

- ☐ **Favoriser l'accès à un haut niveau de pratique pour les**
- ☐ **Favoriser le développement des sections scolaires sportives,**
- ☐ Dynamiser le territoire en proposant des manifestations sportives, porteuses d'image pour le territoire.

ARTICLE 3.2 : Développer les moyens de l'association

- ☐ Développer les structures d'accueil et les lieux de ressources,
- ☐ Renforcer les services administratifs et de pilotage de projet,
- ☐ Optimiser les moyens d'encadrement,
- ☐ Développer les moyens matériels et pédagogiques de l'association.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 : Partenariat avec le Département

L'association s'engage à assurer son fonctionnement général dans le respect des règles et des objectifs définis dans la présente convention.

L'association veillera à la bonne représentation du territoire, selon les règles éthiques du sport et de bonne conduite.

ARTICLE 4.2 : Présentation des bilans de l'association au département

ARTICLE 4.2.1 : Bilan des actions sportives

- ☐ **Résultats des équipes,**
- ☐ **Formation des jeunes,**
- ☐ Formation de l'encadrement technique,
- ☐ Evaluation de la politique sportive pluriannuelle.

ARTICLE 4.2.2. : Obligations comptables

Afin de permettre une évaluation du dispositif comptable, l'association fournira au Département :

- ☐ **Le budget prévisionnel sur les années où la subvention est sollicitée,**
- ☐ **Le dernier compte de résultat,**
- ☐ **Le bilan certifié conforme du dernier exercice connu,**
- ☐ **Une copie des procès-verbaux des assemblées générales de l'association,**
- ☐ **Une copie des procès-verbaux du rapport moral et des bilans sportifs.**

L'association s'engage à mettre en place un cadre budgétaire normalisé.

ARTICLE 4.3 : Conformité avec la réglementation sportive en vigueur

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

L'association s'engage à respecter rigoureusement les règlements d'utilisation des équipements départementaux qui sont mis à sa disposition.

ARTICLE 4.4 : Assurance – Responsabilité

Préalablement à l'utilisation des locaux des équipements départementaux, l'association devra souscrire un contrat d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de ses activités et notamment en cas de vol, d'incendie. La mise à disposition des locaux ne pourra

intervenir qu'après remise d'une attestation d'assurance garantissant cette formalité.

Le département ne pourra être tenue responsable des dommages causés par l'association de quelque manière que ce soit, aux tiers ou aux biens.

ARTICLE 4.4 : Autres engagements

L'association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

L'association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le Conseil départemental de Mayotte sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (respect du cadre graphique fournie par l'administration).

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT.

Le Département s'associe aux efforts menés par l'association en vue de réaliser les objectifs fixés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5.1 : Mise à disposition d'équipements sportifs départementaux

Le Département met à la disposition de l'association dans le cadre du Pôle Excellence Sportive (Rugby) le Centre d'hébergement Abdallah Mamy pour un quota de 7 lits pour les sportifs. Cette mise à disposition comprendra une salle commune de formation, une salle commune réservée à l'infirmerie, une salle commune d'études et l'espace réservé à leur restauration.

Le Département met à la disposition de l'association dans le cadre du Pôle Excellence Sportive (Rugby) le terrain synthétique grand jeux de Cavani et le gymnase de Cavani pendant les entraînements obligatoires hebdomadaires dans le cadre des plannings établis par la Direction de la jeunesse et des sports du Conseil départemental.

Le Département de Mayotte met à la disposition de l'association du mobilier sportif attaché aux équipements. L'association veillera à utiliser l'ensemble de ces matériels selon les règles de sécurité obligatoires.

Les plannings des créneaux horaires attribués sont annexés à la présente convention.

Le département veillera à proposer à l'association des infrastructures sportives en adéquation avec ses objectifs.

À tout moment, le Conseil Départemental se réserve le droit de reprendre les locaux mis à la disposition de l'association à des fins d'intérêt général, sans préavis ni indemnité à l'association.

ARTICLE 5.2 : Mise à disposition de personnel pour des contributions ponctuelles

Le Département met à la disposition de l'association dans le cadre du Pôle Excellence Sportive (Rugby) les services du personnel existant et nécessaire au fonctionnement de la structure, en particulier le maître d'internat et les surveillants ainsi que des agents chargés de l'entretien.

ARTICLE 6 : EVALUATION DES ACTIVITES ET DES ACTIONS

A la fin de l'année scolaire 2023-2024, l'association devra fournir un bilan d'activités permettant de vérifier l'efficacité des actions de partenariat.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'Administration informe l'Association de ces décisions par toutes les voies légales, un accusé de réception faisant foi

ARTICLE 8 : CONTROLE DU DEPARTEMENT

Le Département pourra également, à tout moment, demander à consulter les documents comptables et se réserve le droit de missionner un expert ou un collaborateur chargé de l'analyse et du suivi des comptes. L'association devra communiquer toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivants l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10: RENOUVELLEMENT

La convention est renouvelée chaque année ou chaque période au regard des évolutions de l'association, mais aussi selon la politique sportive arrêtée par le Département. Il est cependant important de retenir que ce dernier s'engage à garder une certaine cohérence sur plusieurs années afin d'offrir la meilleure visibilité à l'association dans la construction de leurs projets

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

ARTICLE 12 : CONTENTIEUX

A défaut d'accord amiable entre les parties, tous les litiges concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Mamoudzou

Fait à Mamoudzou, en 2 exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
de Mayotte

Le Président la ligue, le comité ou
l'association